

Liban : UNE GUERRE POUR RIEN ?

Jean-Pierre Bensimon

Professeur de sciences

sociales, consultant en organisation,

chargé de l'implantation

de systèmes d'information

dans les administrations

publiques, président d'une

association dédiée à la défense

contre la désinformation.

Le 12 juillet dernier, tôt le matin, un commando du Hezbollah attaquait une patrouille israélienne formée de deux jeeps Hummer blindées, entre Shetoula et Zarit, à proximité de la localité frontalière de Shlomi, tout au nord d'Israël. Trois soldats étaient tués et deux autres enlevés, Éhoud Goldvasser, 31 ans et Eldad Regev, 26 ans. L'attaque était accompagnée de tirs d'artillerie et de Katioucha sur de larges secteurs frontaliers qui blessèrent une dizaine de civils. Un char qui tentait de porter secours aux soldats capturés était frappé à son tour et les quatre membres de l'équipage tués, portant les pertes de l'armée israéliennes à sept morts, deux enlèvements et une dizaine de blessés, en partie des civils.

La nature de la menace

Du point de vue du droit international, l'action qui s'est déroulée en territoire israélien est un modèle de *casus belli*, mais un *casus belli* ne suffit pas à faire une guerre, surtout dans la poudrière du Proche-Orient. Nasrallah revendiquait

immédiatement l'attaque et la dédiait au « peuple palestinien », établissant ainsi un lien entre son opération et l'enlèvement de Ghilad Shalit du 25 juin, suivi du retour de l'armée israélienne à Gaza. Il ajoutait que son but était « *d'obtenir la libération de Samir Kuntar et de tous les autres prisonniers libanais et palestiniens détenus en Israël* ».

Cette revendication était cruelle pour les Israéliens. Samir Kuntar est l'auteur d'un crime particulièrement odieux : en 1979 il s'était introduit dans l'appartement d'un jeune couple israélien Smadar et Danny Haran à Nahariya. Kuntar écrasa sur des rochers la tête de Anat, le premier enfant du couple âgé de 4 ans, et tua ensuite son père contraint d'assister à la scène. Quand à la mère, Smadar, qui s'était cachée, elle s'aperçut qu'elle venait d'étouffer Yaël, son autre bébé de deux ans, en lui fermant vigoureusement la bouche pour l'empêcher de crier. En janvier 2004, lors de l'échange de 436 prisonniers contre les corps de trois soldats et un homme d'affaires louche Elhanan Tannenbaum, les Israéliens avaient refusé d'inclure Kuntar dans le marché, liant son sort à des informations sérieuses sur l'aviateur Ron Arad.

Mais au-delà, céder à la demande de Nasrallah d'élargissement de tous les prisonniers détenus en Israël retirerait toute signification à la politique de l'État juif et au pénible combat contre le terrorisme palestinien mené pendant les longues années de l'Intifada.

Le défi du 12 juillet ne se résumait donc pas à la gestion d'un grave incident et à l'enlèvement de deux soldats : il consacrait en fait la jonction officielle, dans l'action, des groupes armés palestiniens et d'une organisation libanaise au potentiel militaire considérable. Le *casus belli* cédait la place à une menace de première grandeur.

Pour cerner la nature et l'étendue de cette menace, il faut se pencher sur le Hezbollah. L'organisation est dirigé par la *choura el qara* un conseil de 7 membres où siègent deux représentants de l'Iran. Le parti de Dieu a divisé le Liban en 75 circonscriptions militaires, autonomes au plan opérationnel, pour réduire la vulnérabilité de la chaîne de commandement. L'organisation en « réseau distribué », qui n'exclut pas la centralisation des décisions, est beaucoup plus complexe à démanteler que les structures pyramidales classiques qu'adoptent les États.

Cette structure souple regroupe des effectifs combattants très entraînés et fanatisés, de plusieurs milliers d'hommes et une vaste réserve, encadrés à tous les niveaux par des membres des forces spéciales iraniennes.

Au début des hostilités, le Hezbollah possédait un arsenal de missiles et roquettes à courte portée estimé de 10 à 30 000 unités, des variétés de Katiouchas, d'une portée maximale de 28 km emportant 20 kg de charge explosive. Ces armes sont transportables à dos d'homme ou dans un véhicule individuel, et très

faciles à dissimuler, dans les caves et les greniers : on peut les lancer d'à peu près partout, y compris depuis des bâtiments. (1)

A côté des Katiouchas, le Hezbollah disposait de systèmes à moyenne et longue portée, les Farj et les Zelzal. Le Farj 3 qui a été utilisé contre Haïfa est un engin de 40 km de portée ; long de 5,2 m et d'un diamètre de 240 mm, il pèse 408 kg avec une ogive explosive de 45 kg. Il est lancé à partir de véhicules munis de 20 à 30 tubes. La variante Farj 5 de 915 kg porte à 75 km 90 kg de charge. Les Zelzal, 8,5 m de long, 610 mm de diamètre, et 3,5 tonnes pour le Zelzal 2, dont l'ogive emporte plusieurs centaines de kg, exigent aussi une plate forme de lancement et portent selon les modèles jusqu'à 220 km. Ces armes couvrent donc les axes Jérusalem-Tel Aviv et Tel-Aviv-Haïfa où sont concentrés l'essentiel de la population israélienne et les activités économiques clé du pays.

Le Hezbollah disposait aussi d'une panoplie d'armes modernes : missiles sol-air, missiles anti tank dernier cri, le fameux C-802 sol-mer, des drones, des équipements de visée nocturne, etc. Sur la frontière, un invraisemblable réseau de bunkers et de fortifications souterraines disposées sur six lignes successives, permettait d'enterrer une armée de miliciens avec des stocks de nourriture, des équipements, et des armes en quantité suffisante pour assurer une autonomie durable et continuer le combat en cas de rupture des lignes d'approvisionnement.

Contrairement à une idée répandue, le renseignement israélien connaissait toute la panoplie du Hezbollah à part le C-802 de conception chinoise qui frappa le destroyer Hanit, mais il ignorait le volume exact des armements, et surtout les concepts tactiques de mise en œuvre de cet arsenal.

Le 12 juillet, Israël faisait donc face à une menace bien caractérisée : le rattachement opérationnel de la guerre palestinienne et du Hezbollah, l'ouverture d'un nouveau front au nord, servi par des armes et une organisation susceptibles de frapper au cœur de ses principales concentrations de population et de ses centres vitaux d'activité. Dès le 13 juillet Haïfa était d'ailleurs frappée par un missile Farj.

De ce point de vue, l'État hébreu avait à faire face, non pas au simple enlèvement de deux soldats, mais à une menace existentielle authentique. Les initiatives offensives qu'Israël allait décider étaient inattaquables du point de vue juridique, la légitime défense étant établie. Dans la mesure où les autorités libanaises occupent un siège à l'ONU et revendiquent de représenter un Liban souverain, elles ne pouvaient pas esquiver la responsabilité des attaques majeures commises depuis leur territoire par une entité locale représentée au parlement et au gouvernement. Mais, compte tenu de la réalité et de l'étendue de la menace, la « proportionnalité », chère au président français et revendiquée sur

la lancée par Bachar Al Assad et Mahmoud Ahmanidejad, autorisait Israël à utiliser, pour atteindre ses objectifs de survie, un niveau de violence et de destructivité que ses frappes n'ont jamais atteint, comme on le verra plus loin.

La guerre aérienne

Israël n'ignorait rien, on l'a dit plus haut, des préparatifs du Hezbollah et du rôle de ses donneurs d'ordres syriens et iraniens, depuis l'évacuation intégrale du Sud Liban en mai 2000 par Éhoud Barak. Il faut donc imaginer que l'état-major de Tsahal avait étudié des scénarios pour traiter cette menace et que des plans étaient prêts.

C'est un de ces plans qui a été adopté par le cabinet de sécurité israélien dans la journée du 12 juillet et appliqué dans la nuit. Il était presque exclusivement fondé sur l'utilisation des forces aériennes. Le plan consistait grossièrement à couper d'abord toutes les lignes d'approvisionnement du Hezbollah (blocus terrestre aérien et naval), à lui interdire toute mobilité par la destruction des infrastructures de transport, et à en finir prioritairement avec ses systèmes de missiles à longue et moyenne portée. Il fallait ensuite démanteler une à une ses infrastructures militaires, administratives et sociales. Le plan visait aussi sa haute hiérarchie et toute la chaîne de commandement.

Le comportement tactique de l'armée de l'air a été remarquable. Presque 10 000 sorties d'avions de combats sans pertes avec une précision moyenne de 10 mètres dans les opérations d'appui au sol, malgré les systèmes de défense sol-air adverses qui ont imposé aux avions l'utilisation de contre-mesures en permanence. Près de 2 000 sorties d'hélicoptères, n'ont occasionné que deux accidents et un engin perdu au combat en tout. Dans les trois premiers jours, les systèmes de missiles à longue et moyenne portée étaient en grande partie éliminés. L'armée de l'air a su aussi s'adapter aux aléas et compenser la sous-estimation du nombre des engins ennemis à moyenne portée par un système permanent de veille aérienne qui permettait de détruire les lanceurs dans les vingt minutes qui suivaient un tir.

S'il est difficile de savoir aujourd'hui si les missions aériennes « d'interdiction », (interdire les réapprovisionnements, la mobilité de l'ennemi, etc.), ont été efficaces, on sait que l'élimination de l'état major central du Hezbollah a échoué. Les 23 tonnes de bombes lâchées le 19 juillet sur le QG de Nasrallah enterré à Bourg al-Baranejh ne sont parvenues à l'atteindre.

Au crédit d'Israël, l'instantanéité et l'ampleur de la réaction à la provocation du 12 juillet. On n'avait pas vu depuis longtemps Israël surprendre un agresseur, et faire preuve d'une aussi claire détermination de lui faire payer son forfait sans délais, à un prix très élevé. Cette promptitude, et l'étendue des dégâts commis sur les infrastructures et les bâtiments visés, ont conforté un pouvoir dissuasif

durement entamé aux yeux de ses adversaires, au moins depuis la période de « retenue » vertueuse qui a suivi le désengagement de Gaza.

Ce qui fait problème, c'est de savoir ce que le leadership israélien attendait exactement de la guerre aérienne. De nombreux indices font penser que dans l'esprit des décideurs politiques et militaires, on n'en escomptait rien moins que la dislocation du commandement du Hezbollah, la destruction d'une fraction significative de son potentiel, et surtout le retournement des Libanais, peuple et gouvernement, contre lui.

Sur chacun de ces points, la guerre aérienne a échoué. Le Hezbollah, qui avait dispersé ses hommes et ses armes, qui les avait souvent cachées dans les aires civiles, avait conservé l'essentiel de ses capacités à l'exception de ses batteries de missiles à moyenne et longue portée. Le gouvernement libanais ne s'est pas mobilisé pour endiguer le pouvoir et limiter la latitude du Hezbollah, mais il s'est exclusivement investi dans des campagnes internationales féroces de dénonciation d'Israël.

La guerre aérienne elle-même n'est pas allée au bout de sa propre logique. Tout indique que le plan israélien s'inspirait des tactiques américaines de la première et de la seconde guerre du Golfe. Selon ce modèle, une phase aérienne précède la phase terrestre. Dans la phase aérienne, on procède à la destruction des grands systèmes et des infrastructures qui contribuent à la capacité d'action des forces armées, même si elles ont en même temps des fonctions civiles décisives. Or, si Israël a largement paralysé les infrastructures de transport, il a épargné presque complètement le réseau de fourniture d'électricité, les télécommunications, les médias, et l'essentiel de l'industrie. Israël a mené une guerre aérienne très dosée, scandaleusement déformée par les médias occidentaux et les ONG droit-de-l'homnistes, qui a épargné autant que possible les civils et leurs moyens d'existence. Mais avant d'entamer une guerre, il faut savoir si l'on veut vaincre, et dans ce cas, il faut bien se résigner à prendre des arbitrages terribles qui s'imposent pour faire aboutir cette volonté.

Pire encore, tout montre que ni le gouvernement israélien, ni l'état major, ne disposaient d'un plan alternatif cohérent si la guerre aérienne ne donnait pas les résultats attendus. Les hésitations, les atermoiements, la confusion, qui ont prédominé, approximativement à partir du dixième jour de la guerre, trouvent sans doute là leur explication.

Le piège stratégique et tactique du Hezbollah

Dès le début des engagements, le Hezbollah a répondu aux raids aériens israéliens par un déluge de Katiouchas et de Farj sur les localités du nord, dès le 13 juillet sur Haïfa. Le rythme était de 100 roquettes par jour dans les deux pre-

mières semaines, pour passer à 200 par la suite. Une réduction de l'intensité dans la dernière semaine inaugurerait un bouquet final de 250 tirs le dernier jour des hostilités. L'intensité du feu a atteint un jour 150 roquettes à l'heure. Les conséquences humaines de ce déluge d'artillerie, dans un espace géographique réduit, ont été sévères. Selon un décompte du 31 août dernier (2) durant les 34 jours de la guerre avec le Hezbollah, Israël a reçu sur son territoire 4 228 roquettes et missiles qui ont fait 53 morts, 250 blessés graves et des milliers de victimes plus légèrement atteintes. 250 000 habitants du nord ont été déplacés, tandis qu'au plus fort de l'été, un million de personnes sont restées confinées dans des abris et des pièces aménagées, ou à proximité. L'activité d'une zone aussi primordiale pour Israël que le complexe industriel et scientifique de Haïfa était purement et simplement suspendue.

En un mot une région vitale du pays, au cœur de son dynamisme économique et technologique, décisive pour son rayonnement international, était paralysée par le feu d'une organisation terroriste infra-étatique, sans qu'une parade quelconque puisse être trouvée, dans un pays réputé pour l'efficacité inégalée de son armée.

Les frappes de l'armée de l'air, en progression ininterrompue, ne réduisaient pas l'intensité du feu. Les opérations au sol, limitées à des raids des forces spéciales de quelques jours, non plus. Ces raids étaient conçus sur le principe « venir, faire le travail, et une fois celui-ci terminé, partir ». Ils ont permis de tester les défenses et la tactique des adversaires et d'en tirer des enseignements déterminants pour les combats ultérieurs. Mais ce principe de retrait immédiat traduisait aussi l'obsession du leadership israélien d'éviter l'enlèvement et d'avoir à nouveau à assumer une occupation. Cela faisait au passage l'affaire des artilleurs de Nasrallah.

Les spécialistes étrangers qui suivaient cette guerre à la loupe avaient clairement identifié les phases objectivement inévitables de ce conflit et les variantes possibles, sur la base d'une hypothèse peut-être pas tout à fait évidente : les responsables de l'État d'Israël n'avaient d'autre choix que gagner effectivement cette guerre. On sait depuis longtemps qu'une guerre aérienne ne met jamais à bas un adversaire averti, accroché au terrain : elle « attendrit » la résistance mais la décision revient aux forces terrestres. Pour porter des coups décisifs aux forces vives du Hezbollah, les Israéliens devaient tenir le terrain. Ils ne pouvaient même pas se contenter d'atteindre à la rivière Litani. Ils auraient du aussi en finir avec les infrastructures clé de cette organisation qui sont situées dans la plaine de la Bekaa, face à la Syrie, et au sud de Beyrouth.

Devant cette évidence, renforcée par la progression des flux de Katioucha, l'immobilisme des autorités de Jérusalem laissait ces spécialistes pantois. Le très

sérieux Stratfor (3) par exemple rendait les armes le 28 juillet en écrivant : « Vouloir comprendre ce qu'Israël est en train de faire est devenu une occupation à temps plein... Le choix du cabinet est de ne pas le faire [ne pas lancer des opérations mobiles au sol]. Il s'en tient aux opérations aériennes. Il est incompréhensible qu'il fasse ce choix » (4)

La stratégie du Hezbollah consistait à créer une situation intolérable au nord d'Israël pour contraindre Tsahal à l'affronter sur son terrain, dans la zone accidentée du Sud Liban, truffée de bunkers et de pièges, de préférence en milieu urbain. Le but était d'infliger à son adversaire le maximum de pertes humaines, de provoquer une invasion sur une grande échelle et de créer ensuite une situation insurrectionnelle permanente à l'irakienne.

Israël semblait donc face à une alternative dont les termes étaient également insoutenables : laisser le nord du pays sous le feu des roquettes ou s'enliser dans un bourbier. Le refus israélien d'entreprendre de vastes opérations terrestres s'expliquait aussi bien par la volonté de limiter les pertes que par le refus du cauchemar d'une occupation.

Dans le cours d'une guerre les états-majors sont invariablement confrontés à des dilemmes quand ils n'ont pas l'initiative. Mais ils recherchent et trouvent des solutions, et l'initiative change de côté. Le comportement d'Olmert et de son équipe face à l'équation que lui posait le Hezbollah une fois l'échec des forces aériennes à faire seules la décision avérée, a été fait d'attentisme et de zigzags. Israël s'est mis à faire du sur-place, on proclamait tous les deux jours l'extension des opérations aériennes (qui étaient en phase de rendements décroissants), et on mobilisait des réservistes de plus en plus nombreux qui piétinaient à la frontière. Visiblement, aveuglé par sa conviction de l'infailibilité de son plan initial, l'état major n'avait pas de plan B. Faute d'avoir été sérieusement planifié au préalable, l'engagement sporadique des troupes au sol révélait des carences logistiques, un flottement du commandement, et une impréparation flagrante des réservistes mobilisés. Pas de plan non plus pour assister les civils du nord cloîtrés dans leurs abris puisque la guerre devait durer une semaine ou dix jours.

Notons ici que l'impasse stratégique découlait des erreurs initiales et de l'amateurisme de la haute hiérarchie politique et militaire dès le déclenchement de l'offensive. Les responsables politiques en étaient là, pour avoir endossé un plan à première vue confortable, sans soulever les bonnes objections, et sans exiger des scénarios de secours et un plan de sortie des hostilités. L'état-major avait imaginé paresseusement qu'il était infailible, qu'il ne risquait pas de se tromper, se dispensant du coup de travailler sur plusieurs scénarios.

Par-delà, c'est l'absence d'une volonté politique ferme et cohérente qui a interdit aux autorités de Jérusalem de se reprendre et de construire une stratégie de

rechange. Il lui aurait fallu avoir des objectifs clairs, être convaincus de leur pertinence, et accepter pour les atteindre un certain niveau de pertes, sans redouter d'être désavoués un jour par l'opinion. Il aurait fallu solliciter selon la tradition de Tsahal, le concours des meilleurs soldats de réserve d'Israël, comme Moshe Ya'alon, écarté pour avoir critiqué le désengagement de Gaza. Il aurait été enfin nécessaire d'exposer franchement à l'opinion nationale pourquoi et comment il allait désormais falloir se battre. Devant cette équipe visiblement dépassée, dès le 28 juillet, Ari Shavit, le remarquable éditorialiste de Haaretz, lançait un appel pour la constitution d'un gouvernement d'urgence avec toutes les forces vives du pays.(5)

Les tergiversations d'Olmert finirent par convaincre les observateurs étrangers qu'il ne comptait désormais plus que sur la communauté internationale pour sortir du piège où il était pris. Faute de faire le choix d'atteindre coûte que coûte les objectifs fixés, Olmert opta pour une solution intermédiaire : lancer une offensive terrestre de dernière minute en contournant les positions du Hezbollah pour afficher un avantage sur le terrain. Pour le reste, Jérusalem transférait à l'armée libanaise et à une force internationale, le soin de faire cesser le cauchemar des tirs de roquettes et d'éloigner le parti de Nasrallah de la frontière nord. Nous verrons plus loin que cette sortie pathétique de la crise comporte autant de risques non maîtrisés que le lancement de l'offensive initiale, menée avec pour seul viatique la proposition de Dan Haloutz.

Objectifs et résultats de la guerre de l'été 2006 au Liban

Les grands objectifs de l'entrée en guerre d'Israël étaient au nombre de quatre :

- lever l'hypothèque d'une utilisation du Hezbollah contre Israël par l'Iran, à son gré, pour décourager une intervention occidentale contre son programme nucléaire ; pour cela affaiblir radicalement le Hezbollah ;
- faire du Liban un État ordinaire, où le Hezbollah perdrait son statut d'État dans l'État pour devenir une simple force politique ;
- restaurer l'image dissuasive d'un Israël militairement irrésistible ;
- récupérer les soldats enlevés et mettre un terme au chantage à l'échange de prisonniers.

Levée de l'hypothèque du Hezbollah ?

S'il a reçu de rudes coups, s'il a perdu 600 de ses meilleurs soldats et son unité d'élite Nasser, ainsi que de nombreuses armes, dont les systèmes de missiles à moyenne et à longue portée, le Hezbollah ne s'est pas disloqué et il a pu faire pleuvoir sur Israël un déluge de roquettes jusqu'au dernier jour de la guerre. Il conserve le soutien de ses sponsors, l'Iran et la Syrie, qui ont toujours autant besoin de lui. Il va donc recevoir à nouveau de l'argent, des armes,

et des cadres. L'Iran a toujours besoin de lui pour dissuader une attaque occidentale éventuelle contre ses sites nucléaires et la Syrie a besoin d'une organisation relais depuis que son armée a été contrainte de quitter le Liban. En quelques mois, la menace stratégique et tactique du Hezbollah devrait se reconstituer. On voit mal l'armée libanaise ou la force internationale de l'ONU se mettre au travers de son chemin. Seul Israël a des raisons essentielles d'agir contre lui, mais il devrait alors rouvrir les hostilités. Le Hezbollah est supposé quitter la zone de patrouille de la force internationale entre Israël et le Liban. Cet éloignement serait précieux pour Israël, sans lever toutefois la menace des armes de longue portée. Mais il faut se souvenir que le Hezbollah vivait naguère en osmose avec l'ancienne FINUL, qu'il disposait parfois ses bunkers sous les postes d'observation de l'ONU, soudoyant les soldats. On constate aujourd'hui qu'il hisse ses drapeaux à côté de ceux de l'armée libanaise, tient meeting, et conserve ses check-points en très bonne intelligence avec elle. (6)

Le Liban, un état ordinaire ?

Dès le lendemain du cessez-le-feu, le cheik Nasrallah a fermement invité ceux qui voudraient désarmer le Hezbollah par la force à réfléchir à deux fois. Le renvoi de cette question au « Dialogue national » qu'il a proposé avec l'accord enthousiaste du monde politique libanais, est une tromperie largement relayée par la presse occidentale. Le « Dialogue national » est justement le paravent qui lui a permis d'échapper à l'application de la résolution 1559 de 2004 stipulant le désarmement des milices. Depuis le cessez-le-feu le Hezbollah réactive sa branche sociale et caritative, et il s'est substitué d'emblée à l'État pour distribuer aux libanais des indemnités en cash en attendant une aide à la reconstruction de leur maison. Cependant, le Hezbollah ne représente qu'une partie des chiites (40 % de leurs suffrages aux dernières élections) qui ne forment eux-mêmes que 27 % des libanais. Un sondage publié au Liban dans la dernière semaine d'août montrait que les deux tiers des libanais non chiites considéraient que le Hezbollah n'a pas gagné la guerre, une façon d'exprimer leurs réserves sur son comportement. On ne voit pas quelles forces nationales sont en mesure de ramener le Hezbollah à la raison, sauf si les autres communautés s'arment à leur tour, mais alors l'État libanais resterait le demi-fantôme qu'il n'a jamais cessé d'être.

Le pouvoir dissuasif d'Israël est-il restauré ?

Pour Georges Friedman, le principal analyste de Startor, l'organisme américain d'études stratégiques cité plus haut : « *Il vient de se produire quelque chose d'extraordinaire ce mois-ci au Moyen Orient. Une armée israélienne confrontée à*

une armée arabe ne l'a pas défait, ne l'a pas contrainte à abandonner toute résistance... cela représente un tremblement de terre pour la région, qui va modifier fondamentalement les analyses et les comportements de part et d'autre ». (7)

Il faut tout de même nuancer cette estimation, au moins à court terme. La crainte du potentiel militaire imbattable d'Israël et de sa détermination a été le principal facteur de non-belligérance des États dans le Proche-Orient universellement hostile à l'existence d'un pouvoir local non-musulman. Mais, Israël est quand même défié militairement, non par des États, mais par des groupes sponsorisés utilisant des techniques de guerre non conventionnelle sous des formes politiques propres à les soustraire aux représailles dont sont passibles les belligérants affichés. Le Fatah d'Arafat, présentait une facette étatique avec l'Autorité palestinienne, tout en entretenant les Tanzim et les Brigades des martyrs d'Al Aqsa censément autonomes. Le Hezbollah se trouve dans un rapport similaire avec le Liban. Israël, attaqué par d'innombrables groupes, des sous-États, a donc déjà perdu, depuis Oslo, une grande part de son potentiel dissuasif. Ses adversaires se sont adaptés et ils sont nombreux à ne pas craindre le moins du monde de le défier par les armes.

Mais cette faculté d'inciter l'autre à ne pas entrer en guerre était conservée vis-à-vis des États arabes environnants. La récente guerre du Liban ne devrait pas les amener à croire que l'adversaire sioniste est à portée de mains dans une guerre régulière. L'armée de l'air a confirmé son potentiel exceptionnel. Les fantassins israéliens ont pris la mesure des soldats chiites encadrés par les Iraniens et leur ont infligé, au sol, des défaites sanglantes. (8) La réaction immédiate et très agressive d'Israël, dans les heures qui suivaient la provocation du 12 juillet, et le mouvement d'union nationale qui l'a accompagnée, donnent sans doute encore à réfléchir à des États comme la Syrie qui voudraient tenter l'expérience.

Par ailleurs, la résistance exemplaire de la population à des bombardements intenses et prolongés a démenti la théorie de Nasrallah du « spider web », un Israël qui serait aussi solide qu'une toile d'araignée. Non seulement la société israélienne a tenu, mais elle a exigé une conclusion victorieuse, acceptant d'en payer le prix, avec infiniment plus de détermination que ses dirigeants. Malgré les palinodies et les valse-hésitations de l'équipe Olmert dans la conduite de la guerre, le pouvoir dissuasif d'Israël vis-à-vis des États, sauf l'Iran, est sans doute renforcé. Pour les Américains cependant, Israël qui n'a pas su s'extraire d'une impasse militaire où il s'est jeté lui-même, est un allié moins fiable, qui a perdu de sa valeur.

Le désappointement des Israéliens devant les flottements du pouvoir, la fin de la guerre en queue de poisson, ont provoqué une très grande défiance de

l'opinion vis-à-vis des dirigeants civils et militaires, ce qui contribue aussi à dévaloriser considérablement Israël, sauf si les mécanismes démocratique parviennent à apurer le leadership. D'autant que tous les ennemis d'Israël ont compris que l'État hébreu était gravement vulnérable aux guerres non conventionnelles menés par des groupes sponsorisés. C'est dans le fonctionnement de sa démocratie, et dans sa confrontation actuelle avec le Hamas et ses clones de Gaza et de Judée-Samarie, qu'Israël joue paradoxalement une bonne part de sa crédibilité face aux défis à venir.

Vers la libération des soldats enlevés ?

La résolution 1701 a évoqué la libération inconditionnelle des soldats, sans en faire une des obligations des parties. Les signataires unanimes de la résolution et le secrétaire général de l'ONU se lavent visiblement les mains de cette disposition. A l'instar du 12 juillet au matin, comme s'il ne s'était rien passé depuis, le Hezbollah demande aujourd'hui des négociations indirectes sur un échange de prisonniers. C'est dans cette direction qu'Israël paraît déjà bien engagé pour libérer Gilad Shalit. Malgré la pétition de principe intransigeante d'Olmert dans son discours du 17 juillet, nul doute qu'Israël va négocier indirectement avec le Hezbollah selon les vœux de ce dernier pour récupérer Éhoud Goldvasser et Eldad Regev. Selon l'importance des concessions israéliennes – la libération ou non de Samir Kuntar par exemple – on saura si l'État juif va recevoir un camouflet de plus, et si la prime à l'enlèvement va provoquer de prochains kidnappings pour arriver à de prochains échanges. Dans les deux cas, l'action militaire vigoureuse d'Israël n'a abouti à aucun résultat. C'est l'importance qu'Israël donne à la vie de chacun de ses soldats, phénomène unique au monde, qui l'expose à ce genre de chantage et convainc ses cruels ennemis de sa vulnérabilité.

La sortie de crise

Israël ne paraît avoir vraiment réalisé aucun des objectifs qu'il s'était fixés au soir du 12 juillet. Il n'a pas perdu la guerre bien sur, et le Hezbollah amoindri et contesté ne l'a pas gagnée. L'approche en termes de victoire ou de défaite ne mène pas bien loin. Israël n'allait pas disparaître sous les seuls coups des Katiouchas et le Hezbollah implanté dans la société chiite libanaise serait au mieux réapparu sous un autre label. Mieux vaut se demander si, au terme de ces 34 jours de guerre la position stratégique d'Israël s'est améliorée ou pas. Or rien ne confirme une amélioration, et surtout pas le scénario de sortie de crise.

Israël a accepté que sa frontière nord soit garantie par le déploiement de l'armée libanaise et par une force internationale de 15 000 hommes. Dans les cir-

constances présentes, et on ne voit pas ce qui pourrait les faire changer demain, l'armée libanaise ne s'opposera pas au Hezbollah parce qu'il n'y a pas de force au sommet de l'État libanais qui soit en mesure et désireux d'instaurer un véritable État souverain. Ce qu'il faut bien voir, c'est que si elle ne s'oppose pas au Hezbollah, l'armée libanaise, intimidée ou achetée, collaborera avec lui.

Israël a une sinistre expérience de la FINUL, l'ancêtre de la force internationale prévue par la résolution 1701. Elle a successivement servi les Palestiniens d'Arafat et le Hezbollah. Le général Salvan, ancien commandant de la Finul raconte « nous désarmions les Palestiniens et nous avons découvert après que l'ONU rendait discrètement l'armement aux Palestiniens » (9) Lors du rapt d'octobre 2000 de trois soldats par le Hezbollah, la FINUL a filmé l'incident sur des cassettes vidéo sans informer Israël, qui a pu les obtenir après 9 mois de forcing. Durant la présente guerre le major canadien Paeta Hess-von Kruedener écrivait dans un courriel à son commandant « les terroristes du Hezbollah se trouvaient à de très nombreux emplacements situés à proximité du poste... Ils utilisent l'ONU comme un bouclier humain sans en être punis le moins du monde » (10)

Le Figaro signalait un peu plus tard qu'un bunker du Hezbollah avait été bâti sous le poste de commandement de la Finul de Naqoura. Pire encore : une étude de l'avocate américaine Lori Lowenthal Marcus, publiée, dans *Weekly Standard* du 4 septembre, révèle que les observations de la Finul sur les mouvements des troupes israéliennes étaient librement disponibles sur son site Internet parfois dans la demi heure. Il s'agissait de la localisation des unités, des effectifs, du nombre d'engins blindés, etc. Informations inestimables pour les miliciens. En revanche les informations sur le Hezbollah étaient lapidaires et inexploitable. La FINUL a servi d'office de renseignement pour les unités combattantes chiites. (11)

La force internationale qui va se déployer suscite donc d'assez légitimes interrogations. La seule utilité véritable d'une telle force serait d'aider l'armée libanaise à désarmer le Hezbollah. C'est justement ce rôle qui est exclu de son mandat, soigneusement rattaché, sur une demande du Liban, au chapitre 6 des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, et non au chapitre 7 qui prescrit un mandat éventuellement coercitif. Telle qu'elle est organisée et avec le mandat dont elle dispose, la force internationale, si jamais elle le désirait, ne pourrait pas même s'opposer aux initiatives musclées du Hezbollah relevant de sa mission. Même si elle est « robuste », ses équipements sont dérisoires face aux systèmes d'armes de ce dernier. La France s'enorgueillit des 13 chars Leclerc qu'elle va déployer, mais c'est pour la galerie, pour l'opinion française. Le Hezbollah dispose de missiles Two et Kornet qui détruisent un tank à cinq km de distance et qui ont posé des problèmes, non pas à 13, mais à des centaines d'engins israéliens il y a

quelques semaines. Sur l'ordre de l'Iran, il pourrait balayer en un clin d'œil cette entité composite qui n'a pas de cause à défendre au Sud Liban. Mieux, la force internationale pourrait devenir son otage, une carte de plus dans le jeu iranien. Par contre, elle peut parfaitement jouer le rôle de bouclier du Hezbollah et paralyser les opérations préventives d'Israël en cas de réimplantation du parti chiite à sa frontière nord. Le répit qu'Israël va trouver dans la retenue temporaire du Hezbollah, il risque de le payer très cher ultérieurement, si sous la pression des événements, il devait décider un jour de lancer des opérations préventives.

Les carences du leadership israélien

On a beaucoup évoqué le manque d'expérience du binôme Olmert-Peretz en matière militaire. Étrange argument : comment peut-on prétendre diriger un pays aussi exposé qu'Israël en ignorant tout des questions stratégiques ? Ce qui est sur, c'est que les décideurs de l'offensive du 12 juillet au soir n'avaient su décoriquer avec l'état major les scénarios possibles et pointer les faiblesses des plans préparés par l'armée. Ce qui frappe surtout, c'est l'absence de plan B et de scénario de fin de conflit. Plutôt qu'évoquer l'incompétence, il faut sans doute s'interroger sur le désir d'obtenir des résultats indispensables sans en assumer les coûts humains et les risques politiques. La vaste offensive terrestre des deux derniers jours, qui ne pouvait pas obtenir en 48 heures les résultats qu'on aurait pu attendre pendant les trois semaines où les soldats piétinaient à la frontière, ne visait qu'à afficher de fausses réalisations en direction de l'opinion israélienne. Mais ce fut au prix de trente quatre morts, plus du quart des pertes totales. Les responsables devraient rendre des comptes sur cette initiative.

L'état major de Tsahal doit lui aussi rendre des comptes. Il s'est accroché à un scénario de guerre aérienne dont l'expérience de toutes les campagnes de l'après guerre montraient la vanité. Des soldats de la valeur de Moshe Ya'alon, le précédent chef d'état-major, n'ont pas été sollicités comme c'est l'usage en Israël, pour exercer un commandement, au nom de vieilles querelles, ce qui est puéril et tragique à la fois. Le chef d'état major Dan Haloutz, hospitalisé trois fois pour des crampes d'estomac, a trouvé le temps de vendre son portefeuille d'actions le jour du déclenchement des hostilités ! C'est sans doute un cas unique dans toutes les guerres de l'histoire de l'humanité depuis que les actions existent.

Si on devait faire la liste des insuffisances de l'armée dirigée par le fameux Dan Haloutz, on pourrait pointer :

- l'illusion d'une victoire obtenue par la seule arme aérienne ;
- la non préparation d'une offensive terrestre ;
- les carences de la logistique, de l'entraînement des réservistes, la confusion des instructions lors des opérations au sol ;

- la négligence de la sécurisation du nord et de la protection des populations exposées ;
- les carences du renseignement dans l'évaluation du dispositif du Hezbollah
- Le maintien de Dan Haloutz dans la fonction de chef d'état-major trois semaines après la fin des combats n'est pas l'indice d'un retour du leadership à la lucidité, d'autant que le temps est compté avant les échéances suivantes.

La dégradation de la position stratégique d'Israël en moyenne période

Si l'on replace la récente guerre du Liban, ou le premier round de cette guerre, dans la perspective des vingt dernières années, ce qui frappe avant tout, c'est la dégradation sensible de la position stratégique d'Israël. Cette dégradation est attestée par le nombre, le savoir-faire et la détermination des forces en guerre ouverte avec lui, ou tout près d'entamer des hostilités. Elle se manifeste aussi par le déplacement progressif des affrontements militaires à l'intérieur du périmètre de la Ligne Verte.

Une multitude de groupes palestiniens armés dont émergent le Hamas, les Brigades Al Aqsa et le Djihad islamique, se proclament en guerre avec Israël, sans dissimuler qu'il ne s'agit pas tant de résoudre un différend ou de poursuivre un but national que de mettre une fois pour toute fin à son existence. Ces groupes, mobiles et vivaces, expérimentent sans cesse de nouvelles techniques, de l'attentat suicide, au creusement de souterrains et au lancer de roquettes. Ces techniques posent à Israël un défi tactique auquel il n'est pas toujours pas en mesure d'apporter une réponse efficace. En même temps le Hezbollah vient de faire la démonstration de sa capacité de nuisance, demeurée presque intacte malgré cinq semaines de confrontation. Dans ce laps de temps, le leadership politique et l'armée d'Israël a eu les mains presque totalement libres pour développer une stratégie offensive et massive, et éventuellement l'anéantir, mais il n'y est pas parvenu. Au second plan se profilent l'Iran et la Syrie qui ne font aucun mystère de leur participation à l'armement, à l'entraînement, au financement, à l'organisation, et à la direction du Hezbollah, et qui promettent l'un et l'autre à Israël une confrontation directe, pas nécessairement dans très longtemps. L'Iran a averti qu'en cas d'attaque des Occidentaux contre son territoire, il lancerait d'emblée une offensive contre Israël. En toile de fond les Arabes, et même les musulmans d'Asie, n'ont jamais été aussi furieusement endoctrinés que depuis l'Intifada de septembre 2000, au point de faire d'Israël leur unique cauchemar. Un phénomène assez similaire frappe de nombreux pays européens et tend même à gagner certains cercles universitaires et religieux des États-unis

Depuis la fin de la guerre d'indépendance en 1949 et jusqu'à Oslo I, le périmètre de la Ligne Verte avait été épargné à l'exception de quelques incursions

sporadiques : la doctrine militaire fondée sur la prise d'initiative et l'offensive, était conçue pour que les engagements ne puissent jamais se dérouler dans cet espace minuscule, sans profondeur stratégique.

Dès les premières rétrocessions d'Oslo et surtout depuis l'Intifada d'Arafat, la sanctuarisation de l'État Hébreu a pris fin et les lignes de front se sont déplacées jusqu'au centre des plus grandes villes du pays. La guerre des centres-villes causait en 5 ans, plus de 1 000 morts et cinq fois plus de blessés. Le désengagement de Gaza et l'instabilité grandissante du Sinaï égyptien font que désormais, sur toutes ses frontières, Israël a construit des barrières de séparation ou forme le projet d'en édifier, comme entre le Sinaï et le Néguev.

Avec la guerre du Liban, pour la seconde fois en quelques années Israël est frappé au cœur, et il n'a pas été en mesure, encore une fois, de trouver une solution militaire au déluge des missiles à courte portée.

Israël est désormais contraint de se battre à l'intérieur de ses lignes, de s'entourer de clôtures, et il ne dispose pas à ce jour d'une doctrine politico-militaire efficace pour parer les dernières tactiques offensives de ses ennemis d'aujourd'hui, alors que les ennemis de demain, l'Iran en tête, fourbissent des armes infiniment plus redoutables et ne font nul mystère de leur intention de le « rayer de la carte ».

La dégradation sur le moyen terme de la position stratégique d'Israël relève vraisemblablement des mêmes explications que les fautes qui ont abouti aux résultats décevants de la dernière guerre du Liban.

La dégradation de la position stratégique peut venir d'une amélioration du potentiel des adversaires. Les premières conquêtes de l'Islam qui suivirent la mort du prophète découlaient de l'unité des tribus Arabes que ce dernier avait su réaliser. Les conquêtes mongoles qui submergèrent le califat Abbasside de Bagdad avaient aussi été précédées par l'unification des tribus nomades d'Asie centrale. Dans la période contemporaine, la vague de l'intégrisme islamique a pris la place du nationalisme arabe pro soviétique. Elle donne depuis plusieurs décennies des couleurs nouvelles à la doctrine du Djihad, et sa montée coïncide avec des problèmes démographiques, économiques, et sociaux de plus en plus inextricables dans presque tout le monde arabo-musulman. (12) L'intégrisme d'aujourd'hui focalise sa rancœur sur les Juifs, Israël et l'Amérique. C'est le premier socle de la radicalisation palestinienne. Dans la période la plus récente, les vicissitudes de la guerre d'Irak et une résurgence de la révolution khomeyniste donnent des ailes à un arc chiite conquérant. Israël en fait les frais aux premières loges, et voit grandir, comme le reste de monde d'ailleurs, le risque de la combinaison mortelle du terrorisme et des armes nucléaires. (13)

Les pressions sur l'État juif sont donc fortes et actualisées. Mais des menaces renouvelées sont une donnée permanente pour ce pays, qui y répond dans une dynamique d'adaptation permanente. Pendant longtemps, Israël a su trouver les méthodes, les moyens et les alliances voulues pour préserver son intégrité. Si depuis une quinzaine d'années les choses se dégradent, c'est plutôt en lui-même qu'il doit rechercher des réponses, dans les erreurs stratégiques qu'il a accumulées.

Les erreurs stratégiques récentes d'Israël

Prenons quelques exemples. Le processus d'Oslo reposait sur un calcul rationnel : en accordant satisfaction aux Palestiniens sur leur revendication nationale et en faisant une place à leur futur État entre le Jourdain et la Méditerranée, Israël pourrait avoir la paix, d'autant que depuis Camp David I, l'Égypte n'alimentait plus l'insurrection. Arafat, qui avait signé un engagement, était le garant du renoncement à la violence, et Shimon Pérès traçait des perspectives de coopération économique très avantageuses. On alla chercher donc chercher en Tunisie et en Libye les restes d'une OLP à l'agonie, privée de ses soutiens arabes pour avoir joué jusqu'au dernier jour la carte de Saddam Hussein dans la première guerre du Golfe. Et on lui transmit progressivement des territoires, des pouvoirs administratifs, de police, etc. à portée de fusil des centres de population et de pouvoir israéliens. Le résultat, treize ans après, a été le triomphe généralisé du terrorisme, une guerre ininterrompue, une situation politique chaotique, une société fanatisée, la corruption omniprésente, des milices concurrentes qui se réconcilient uniquement pour frapper Israël, et cerise sur le gâteau, des condamnations internationales ininterrompues... Le calcul, la raison israélienne, était fondé sur la logique du contrat, de la reconnaissance et de la conciliation des intérêts respectifs, des concessions réciproques. Les chefs palestiniens devaient naturellement s'assagir une fois leurs ambitions rassasiées. Les grilles d'analyse palestiniennes étaient différentes. Si Israël faisait des concessions, c'est qu'elles étaient dictées par sa vulnérabilité : le calcul rationnel, mais d'une autre nature, concluait qu'il fallait le frapper, demander encore et toujours plus, pour finalement lui donner l'estocade.

Quand Éhoud Barak a évacué le Sud Liban, il faisait aussi un calcul rationnel. En remettant en mai 2000 au Liban l'intégralité d'une mince bande de territoire qu'il contrôlait avec l'Armée du Liban Sud, il mettait un point final à tout différend entre les deux pays. Pour être bien sur de ne pas risquer la moindre contestation, il fit vérifier le nouveau tracé de la frontière, la « Ligne Bleue » par l'ONU, et il se conforma scrupuleusement à ses remarques. La résolution 1310 du Conseil de Sécurité consacra même l'extinction du litige. Pour les Palestiniens, Israël donnait encore une fois, avec cette concession, le

signal qu'il était en état de faiblesse, épuisé, et à deux doigts de rendre les armes. Nasrallah entreprenait sans doute de bâtir sa doctrine du « spider web ». C'est l'explication la plus souvent avancée des raisons profondes qui ont convaincu Arafat et l'OLP de déclencher la seconde Intifada.

Le désengagement de Gaza de septembre 2005 faisait la preuve qu'Israël s'inscrivait bien dans le processus des deux États pour deux peuples, qu'il donnait sa chance à une administration palestinienne rigoureusement indépendante, et qu'il mettait fin, par la séparation intégrale, aux frictions entre deux peuples qui ne parvenaient pas à vivre en commun. La grille de lecture palestinienne y voyait, elle, une victoire militaire des milices, avant tout du Hamas, et donc une incitation à continuer la guerre jusqu'à la victoire. C'est le sens du raz-de-marée électoral ultérieur du Hamas et de la transformation de Gaza en une malheureuse base chaotique de Djihad.

Selon Malcolm Lowe et Pedra Heldt (14) la première grande erreur stratégique d'Israël fut la libération par Shimon Pérès et Yitzhak Shamir de trois soldats contre 1 100 prisonniers palestiniens le 20 mai 1985. Après cette « victoire », deux ans plus tard, en décembre 1987, la première Intifada commençait. Israël avait donné une première preuve de faiblesse, ou du moins il avait laissé percer qu'un principe moral, la vie de trois soldats, avait primé sur l'image impitoyable qu'il devait conserver dans les représentations de ses adversaires pour les dissuader d'utiliser la violence.

Les événements qui ont conduit à la situation actuelle, accords d'Oslo et guerre terroriste palestinienne, évacuation du Sud Liban et naissance de la menace Hezbollah-Iran, désengagement de Gaza et éclosion du Hamastan, libération de soldats capturés contre de nombreux prisonniers, obéissent tous à une rationalité politique marquée par l'apaisement, qui néglige les grilles conceptuelles et les critères moraux de ses adversaires.

Ce qui a donc desservi Israël, ce ne sont pas tant des fautes stratégiques par elles-mêmes, que la prédominance d'une philosophie politique et de normes humanistes inadaptées à la culture de ses adversaires. Israël connaît, mais a le plus grand mal à les intégrer vraiment dans ses décisions, les concepts, la vision de l'histoire, de la vie, et de l'humanité qui animent ses ennemis et qui n'ont strictement rien à voir avec les siens. Toutes les décisions prises à l'échelon politique ou militaire israélien, apparemment habiles, ou suggérées avec plus ou moins d'impatience par de proches alliés, comme la libération de prisonniers ou l'évacuation de territoires, sont inévitablement amenées à se retourner contre lui si elles ne sont pas longuement décortiquées et ajustées, au prisme de l'univers mental qui régit le comportement de ses ennemis.

La non-belligérance d'opportunité

Dans une situation de guerre, il n'est pas inutile de se pencher un instant sur la notion de paix. La paix est par définition un état de non-belligérance, éventuellement formalisé par un accord. Mais les situations de non-belligérance sont très variables.

La non-belligérance peut découler du refus d'utiliser la force dans la résolution des conflits. Les différends inévitables sont traités par des moyens politiques, ou restent pendants, car il ne viendrait à l'idée d'aucun des protagonistes de recourir à la guerre pour faire triompher sa volonté. C'est la norme des relations internationales. C'est le cas de la France et de la Suisse par exemple, ou des rapports entre les 25 pays de l'Union européenne. On est alors en situation de paix. L'état de paix coïncide généralement avec une dynamique sociétale fondée la prise en compte des besoins et des désirs des citoyens, donc sur le développement économique, la hausse du niveau de vie et l'innovation technologique : elle pousse à entretenir avec les pays étrangers des rapports plutôt fondés sur la concurrence, l'échange, et la coopération, que sur la domination militaire. Un pays à économie de marché dynamique a intérêt à la prospérité de ses alter-ego, à qui il pourra mieux vendre, et chez qui il pourra mieux se fournir.

La non-belligérance peut exister dans des contextes d'hostilité avérée, mais où on préfère ne pas en découdre dans l'immédiat, soit parce que le rapport des forces n'est pas favorable, soit parce que d'autres problèmes accaparent l'attention et les moyens. C'est la non-belligérance d'opportunité, qui peut se transformer en guerre si certains paramètres évoluent.

Israël est localement plongé dans un environnement arabo-persique avec lequel il connaît, à des degrés différents, des conflits d'intérêt qui ne touchent pas à l'économie, à la main mise sur des ressources, à des territoires, mais à son existence même. Il n'y a pas, par exemple, de conflit d'intérêts identifiables entre Israël et l'Iran, mais l'Iran veut rayer Israël de la carte depuis Khomeiny. L'islam a beaucoup de peine à concevoir qu'un pouvoir infidèle, de surcroît un pouvoir des Juifs, peuple si méprisé dans son histoire et tellement stigmatisé dans ses livres pieux, puisse perdurer sur une terre qui a été un jour une terre d'Islam. Il y a donc par exemple entre Israël et l'Égypte, c'est le cas le plus favorable, une paix « froide », dûment garantie par des accords, mais il s'agit en fait d'une non-belligérance d'opportunité, réversible. Il y a quelques semaines, la rue égyptienne réclamait furieusement une guerre avec Israël, mais le pays a estimé qu'il avait vraiment d'autres chats à fouetter, ou qu'il y avait un risque.

La non-belligérance d'opportunité est par définition précaire et peut s'acheminer vers l'ouverture des hostilités. En 1980, Saddam Hussein a jugé que l'Iran était affaibli par la révolution des mollahs et il a déclenché une guerre qu'il

a par la suite sans doute regrettée. On peut aussi se faire la guerre moins directement, en provoquant un soulèvement ou en aidant des forces hostiles. Par leur assistance à la guérilla afghane, les États-unis ont contribué à la chute du pouvoir soviétique. Les soviétiques avaient fait sans succès la même tentative en poussant les Coréens, les Cubains, les Vietnamiens, etc. L'Iran et la Syrie qui préfèrent éviter dans l'immédiat la confrontation directe avec Israël, ont créé de toutes pièces à sa frontière le Hezbollah, qu'ils encadrent et arment jusqu'aux dents. C'est une forme transitoire avant la guerre ouverte.

Les pays fascistes, plus généralement les pays totalitaires, dont les dictatures politiques ou religieuses des pays d'islam, ne sont pas des adeptes inconditionnels de la solution des conflits par des moyens politiques. Quand ils ne sont pas en guerre, ils sont en situation de non-belligérance d'opportunité. Chez eux, les aspirations populaires à la tranquillité et à la prospérité ne peuvent pas s'imposer faute de démocratie, et à défaut d'une dynamique de la société civile, tout l'espace est occupé par les jeux de pouvoir et les ambitions des dirigeants suprêmes qui conduisent invariablement à la guerre. C'est la seconde raison qui fait qu'Israël est très exposé dans la zone où il existe.

Pour éviter les assauts inévitables de ses voisins plus ou moins proches, Israël doit donc créer en permanence une situation où ses adversaires, décodant la réalité exclusivement avec leurs grilles conceptuelles et leur échelle de valeurs propres, estiment préférable de ne pas recourir à la force, directement ou par personne interposée.

Le risque de « la vie normale »

Quand Israël se donne pour objectif la paix et une vie « normale », il court des risques graves. Il lui faut être sur que dans les représentations mentales de son environnement, les paramètres civilisationnels découlant des prescriptions djihadistes ne sont plus déterminants, et qu'il existe une dynamique réellement pacifique attestée par un minimum de démocratie. Si Israël analyse la situation au travers de ses propres catégories, il est en grand danger. Dans l'esprit des Israéliens, Oslo apportait la paix parce qu'il satisfaisait les aspirations fondamentales des Palestiniens telles qu'ils les imaginaient. Les Palestiniens leur ont signifié sur tous les tons, les armes à la main ou avec des ceintures explosives, qu'ils voyaient les choses d'un autre œil, qu'ils n'avaient que faire d'un État, de la prospérité économique, de projets éducatifs, du bien-être du peuple, ou du progrès en général. Ils voulaient rendre à l'Islam des terres « usurpées » de « la rivière à la mer », et faire disparaître ce qui est pour eux une monstruosité, le pouvoir juif. D'autant qu'avec toutes ces concessions inexplicables, l'ennemi juif mettait visiblement au grand jour ses faiblesses cachées.

Il faut aussi prendre en compte le système de valeurs de l'adversaire, et son rapport à l'humanisme et aux droits de l'homme. Des attitudes particulièrement cruelles, inconcevables pour les esprits judéo-chrétiens de notre époque sont monnaie courante, comme les crimes dits d'honneur perpétrés contre les jeunes filles et les femmes par leur propre famille, pour ce qui nous apparaît comme des vétilles. Utiliser les civils comme boucliers ou comme armes, installer des familles nombreuses au-dessus des dépôts d'armes, déployer et lancer des missiles au sein des zones civiles sont des usages courants. La même cruauté absolue préside au comportement avec les « prisonniers ». Pendant des années, 20 ans pour le pilote Ron Arad, la famille n'a rigoureusement aucune nouvelle, aucune preuve de vie. Le prisonnier peut d'être victime des pires traitements et nul ne peut lui porter secours, ni savoir s'il est encore vivant. Ces pratiques barbares expliquent la sensibilité extrême des Israéliens pour le sort des trois soldats enlevés en juin et juillet dernier. Mais, pire encore, dans la logique proche orientale, la manifestation par Israël de son amour pour ses enfants est interprétée comme le signe d'une faiblesse misérable et d'une inaptitude à endurer les vicissitudes du combat. Les enlèvements sont alors un moyen commode d'obtenir des concessions importantes, et ils deviennent une arme de guerre.

En amont des erreurs et des échecs des quinze dernières années qui dégradent régulièrement la situation d'Israël dans la zone tourmentée où il se trouve, ce sont les évidences partagées, la philosophie politique, les normes morales, qu'il faut repenser. Il ne s'agit pas d'opinions ou d'options philosophiques, mais de contraintes existentielles. Il faut interroger la fameuse remarque d'Éhoud Olmert « *nous sommes fatigués de combattre, nous sommes fatigués d'être courageux, nous sommes fatigués de vaincre et de défaire nos ennemis* » sachant que peu de temps auparavant, Nassallah avait confié au *Daily Star* du 23 octobre 2002 : « *S'ils [les Juifs] sont tous rassemblés en Israël, cela nous évitera d'aller les chercher dans le monde entier* »

3 septembre 2006

notes

1. De nombreuses données sont tirées de *Preliminary "lessons" of the Israeli-Hezbollah War* par Antony H. Cordesman Center for Strategic and International Studies Washington <http://www.csis.org/burke/>
2. *Hizballah s Rocket Campaign Against Northern Israel : A Preliminary Report* Uzi Rubin Jerusalem Center for Public Affairs 31 August 2006 <http://www.jcpa.org/brief/brief006-10.htm>
3. Strategic Forecasting Inc Fondation dédiée au renseignement créée en 1996 <http://www.stratfor.com>
4. *Israel's War Goals and Strategy* Stratfor 28/07/2006.
http://www.stratfor.com/products/premium/read_article.php?id=270757
5. *Convene an emergency government now* par Ari Shavit Haaretz July 28, 2006.
<http://www.haretz.com/hasen/spages/743205.html>
6. *As Lebanon's Troops Deploy, Hezbollah Stays Put in South* Edward Cody Washington Post 1 septembre 2006 <http://www.washingtonpost.com/wpdyn/content/article/2006/08/31/AR2006083101574.html>
7. *Shaking Core Beliefs in the Middle East* Stratfor August 15, 2006 16
http://www.stratfor.com/products/premium/read_article.php?id=272621&selected=Analyses
8. La brigade parachutiste de réserve « Spearhead » infligea des pertes énormes à des concentrations de miliciens aux alentours de Beit Lif juste avant le cessez-le-feu. L'unité d'élite Nasser qui tenait la frontière côté Hezbollah fut anéantie. Voir *Enemy didn't know what hit him* Hanan Greenberg 17 08 2006 <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3292310,00.html>
9. Dépêche AP *Le général Salvan a des doutes sur l'efficacité de la Finul au Liban* 25 août 2006 14 h 28
10. *Le Hezbollah se sert de la FINUL comme d'un bouclier* Yael Ancri 28 juillet 2006.
<http://www.a7fr.com/Default.aspx?tabid=52&articleType=ArticleView&articleId=11457>
11. *What did you do in the war, UNIFIL ?* par Lori Lowenthal Marcus Weekly Standard 09/04/2006, Volume 011, Issue 47.
<http://www.weeklystandard.com/Content/Public/Articles/000/000/012/622bqwjn.asp>
12. PNUD Développement humain dans le monde arabe années 2002-2003-2004
13. Voir Thérèse Delpech *L'ensauvagement Le retour de la barbarie au 21^e siècle* Grasset 2005
14. *Can Israel Escape from Strategic Errors* par Malcolm Lowe et Pedra Heldt Aimablement communiqué par Joel Fishman du Jerusalem Center for Public Affairs